

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1580

Artikel: Aide au développement : chronique d'une catastrophe annoncée
Autor: Gagnebin, Lala
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021593>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chronique d'une catastrophe annoncée

Les pays pauvres risquent de le rester. L'aide au développement a failli à sa mission. La logique caritative doit laisser la place au droit et à la responsabilité publique.

Beaucoup de pays du Sud ne vont pas se développer, ils ne seront jamais viables économiquement. Voilà le principal message du livre d'Oswaldo de Rivero, *Le mythe du développement* (Enjeux planète, 2003). Cette critique ne vient pas d'un altermondialiste engagé, elle vient d'un homme de l'establishment. Rivero est ambassadeur du Pérou auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Rivero constate qu'il y a cent ans, l'Amérique latine était au même niveau économique que l'Europe et les Etats-Unis. Mais les richesses minières et les cultures d'exportations comme le café, le sucre ou le coton, n'ont conduit à aucun développement. La population de ces pays est même plus pauvre qu'un siècle en arrière. Les investissements dans des productions incorporant de la technologie n'ont pas eu lieu.

Le phénomène a longtemps été masqué par ce que Rivero appelle «la rente stratégique», c'est-à-dire l'argent que les grandes puissances ont versé dans les pays en développement pendant la guerre froide. Cette manne n'existe plus. Et maintenant il faut développer une capacité de nuisance rare pour attirer l'attention de la communauté internationale: développement potentiel de fanatisme ou de terrorisme, immigration massive possible due à des tensions intérieures, par exemple. Et évidemment les pays producteurs de pétrole reçoivent une attention particulière.

Mais revenons à ce qui s'est passé dans le Tiers Monde. Pour Oswaldo de Rivero, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont exigé que les pays ajustent leur économie, qu'ils équilibrerent leurs dépenses publiques, réduisent l'inflation, libéralisent et privatisent. Mais cela n'a créé ni emploi, ni nourriture. La population continue à croître à un rythme insoutenable et «l'équilibre physico-social» est rompu. En plus la moitié de la population mondiale vit maintenant dans des villes, toujours plus grandes.

Un pacte de survie contre la misère

Famines, désintégration sociale, intégrisme, guerres civiles et évidemment migrations massives, voilà comment Rivero voit l'avenir du Sud. Et il conseille aux pays non viables économiquement d'adopter une «stratégie de survie». La priorité serait donnée à la production de nourriture, aux économies d'eau (un milliard de personnes n'ont déjà pas suffisamment d'eau à boire) et aux économies d'énergie, la cuisson des aliments étant le principal facteur de destruction des forêts. Mais sans réduction drastique de la natalité, tous les efforts seront réduits à zéro. Et il plaide pour un «pacte de survie» entre toutes les couches sociales, appuyé par l'aide internationale.

Mais voilà, l'aide est un élément mineur au regard des autres politiques internationales: commerce, investissements, flux financiers, propriété et information, sans compter les activités des

transnationales. En outre, elle accroît la dépendance du Sud vis à vis du Nord. Voilà ce que nous dit David Sogge dans son livre *Les mirages de l'aide internationale* (Enjeux planète, 2003). Il va même jusqu'à dire que l'aide, si elle est élevée, a un impact négatif sur la croissance et sur la stabilité politique.

Dans les projets, les gens les plus capables sont enlevés à leurs institutions. Les projets sont choisis hors de tout processus démocratique par des élites qui les utilisent dans leur intérêt. «Plus l'intensité de l'aide augmente, plus la qualité des institutions publiques s'effrite». Les projets ont «des impacts limités et à court terme» seulement. Les organisations non gouvernementales, dont on pense qu'elles représentent mieux la population, «disparaîtraient sans laisser de trace si les donateurs fermaient le robinet de l'aide», tant elles sont un effet secondaire de celle-ci.

Tout ceci, les agences d'aide l'ont compris et sont passées à des instruments plus responsabilisants et respectueux: l'aide budgétaire - comme l'appelle l'administration fédérale, c'est-à-dire des fonds sans affectation définie mais liés à des conditions. Qui dit conditions dit Fonds monétaire. Et ainsi tout le credo néo-libéral s'introduit dans les pays en développement sans aucun égard pour les conditions locales.

L'aide au développement est un droit et une obligation

Faut-il pour autant tout arrêter? David Sogge pense que non et que l'aide a encore une chance de s'améliorer. Il prend le plan Marshall pour montrer la différence de traitement offert aux pays en développement. Les Européens décidaient seuls quel pays devait recevoir quelles sommes et à quoi elles allaient servir; ils pouvaient rembourser en devises nationales; ils surveillaient conjointement avec les Etats-Unis; aucune libéralisation n'était exigée (on était alors sous l'influence de Keynes).

C'est tout le contraire qui se passe avec l'aide aux pays en développement où «il n'y a pas de place du tout pour l'exercice d'une responsabilité publique significative». Sogge propose d'arrêter de lancer des idées comme des recettes de marketing qui seraient la clé du succès; arrêter de faire pression sur les bénéficiaires; ne pas nuire, adopter le principe de précaution et accepter la responsabilité pour les dommages causés; enfin, concevoir l'aide comme un droit et une obligation au même titre que la sécurité sociale et les impôts.

C'est évidemment une révolution que propose Sogge. Elle touche notre porte-monnaie. Elle touche surtout la manière de travailler des agences d'aide et le paternalisme total des parlements qui ne peuvent admettre de respecter la manière de faire des étrangers. Que diraient les Suisses si les Américains venaient ici pour restructurer notre système de santé?

Lala Gagnebin